

Léon Trotsky :

Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme

Un texte non daté mais datant visiblement de la période du Gouvernement Provisoire russe (mi-1917). Source : *Communist International*, n° 5. Traduit de l'anglais par nos soins.

Alors que les hommes s'entretenant dans tous les pays, jamais le monde n'a compté autant de pacifistes. Chaque époque historique a non seulement ses techniques et ses formes politiques propres, mais aussi son hypocrisie spécifique. A une certaine période, les peuples s'exterminaient mutuellement au nom des enseignements du christianisme, de l'amour de l'humanité. Désormais, seuls les gouvernements les plus réactionnaires en appellent au Christ. Les nations progressistes se coupent mutuellement la gorge au nom du pacifisme. Wilson entraîne les États-Unis dans la guerre au nom de la Ligue des Nations et de la paix perpétuelle. Kerensky et Tseretelli plaident pour une nouvelle offensive en prétendant qu'elle rapprochera l'arrivée de la paix.

Aujourd'hui, la verve satirique et l'indignation d'un Juvénal nous font cruellement défaut. De toute façon, même les armes satiriques les plus corrosives s'avèrent impuissantes et illusoire face à l'alliance triomphante de l'infamie et de la servilité — deux éléments qui se sont développés sans entraves avec cette guerre.

Le pacifisme possède le même lignage historique que la démocratie. La bourgeoisie a tenté d'accomplir une grande œuvre historique en essayant de placer toutes les relations humaines sous l'autorité de la raison et de remplacer des traditions aveugles et stupides par les outils de la pensée critique. Les contraintes que les guildes faisaient peser sur la production, les privilèges qui paralysaient les institutions politiques, la monarchie absolue — tout cela n'était que des vestiges des traditions du Moyen Âge. La démocratie bourgeoise avait absolument besoin de l'égalité juridique pour permettre à la libre concurrence de s'épanouir, et du parlementarisme pour administrer les affaires publiques. Elle a cherché également à réguler les relations entre les nations de la même manière. Mais, sur ce point, elle s'est heurtée à la guerre, c'est-à-dire une façon de régler les problèmes qui représente une négation totale de la « raison ». Alors, elle a commencé à dire aux poètes, aux philosophes, aux moralistes et aux hommes d'affaires qu'il serait bien plus productif pour eux d'arriver à la « paix perpétuelle ». Et c'est cet argument logique qui se trouve à la base du pacifisme.

La tare originelle du pacifisme, cependant, est fondamentalement la même que celle de la démocratie bourgeoise. Sa critique n'aborde que la surface des phénomènes sociaux, elle n'ose pas tailler dans le vif et aller jusqu'aux relations économiques qui les sous-tendent. Le réalisme capitaliste joue avec l'idée d'une paix universelle fondée sur l'harmonie de la raison, et il le fait d'une façon peut-être encore plus cynique qu'avec les idées de liberté, d'égalité et de fraternité. Le capitalisme a développé la technique sur une base rationnelle mais il a échoué à rationaliser les conditions économiques. Il a mis au point des armes d'extermination massive dont n'auraient jamais pu rêver les « barbares » de l'époque médiévale.

L'internationalisation rapide des relations économiques et la croissance constante du militarisme ont ôté tout fondement solide au pacifisme. Mais en même temps, ces mêmes forces lui ont procuré une nouvelle aura, qui contraste autant avec son ancienne apparence qu'un coucher de soleil flamboyant diffère d'une aube rosâtre.

Les dix années qui ont précédé la guerre mondiale sont généralement qualifiées de « paix armée », alors qu'il s'est agi en fait d'une période de guerre ininterrompue dans les territoires coloniaux.

La guerre a sévi dans des zones peuplées par des peuples faibles et arriérés; elle a abouti à la participation de l'Afrique, de la Polynésie et de l'Asie, et ouvert la voie à la guerre actuelle. Mais, comme aucune guerre n'a éclaté en Europe depuis 1871, quoiqu'il y ait eu des conflits limités mais aigus, les petits bourgeois se sont bercés d'une douce illusion : l'existence et le renforcement continu d'une armée nationale garantissaient la paix et permettraient un jour l'adoption d'un nouveau droit international. Les gouvernements capitalistes et le grand capital ne se sont évidemment pas opposés à cette interprétation « pacifiste » du militarisme. Pendant ce temps-là les préparatifs du conflit mondial battaient leur plein, et bientôt la catastrophe se produirait.

Théoriquement et politiquement, le pacifisme repose exactement sur la même base que la doctrine de l'harmonie sociale entre des intérêts de classe différents.

L'opposition entre États capitalistes nationaux a exactement la même base économique que la lutte des classes. Si l'on croit possible une atténuation graduelle de la lutte des classes, alors on croira aussi à l'atténuation graduelle et à la régulation des conflits nationaux.

La petite bourgeoisie a toujours été le meilleur gardien de l'idéologie démocratique, de toutes ses traditions et ses illusions. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, elle avait subi de profondes transformations internes, mais n'avait pas encore disparu de la scène. Au moment même où le développement de la technique capitaliste minait en permanence son rôle économique, le suffrage universel et la conscription obligatoire lui donnèrent, grâce à sa force numérique, l'illusion de jouer un rôle politique. Lorsqu'un petit patron réussissait à ne pas être écrasé par le grand capital, le système de crédit se chargeait de le soumettre. Il ne restait plus aux représentants du grand capital qu'à subordonner la petite bourgeoisie sur le terrain politique, en se servant de ses théories et de ses préjugés et en leur donnant une valeur fictive. Telle est l'explication du phénomène que l'on a pu observer durant la décennie précédant la guerre : alors que le champ d'influence de l'impérialisme réactionnaire s'étendait et atteignait un niveau terrifiant, en même temps fleurissaient les illusions réformistes et pacifistes dans la démocratie bourgeoise. Le grand capital avait

domestiqué la petite bourgeoisie pour servir ses fins impérialistes en s'appuyant sur les préjugés spécifiques de cette classe.

La France est l'exemple classique de ce double processus. Dans ce pays dominé par le capital financier il existe une petite bourgeoisie nombreuse et généralement conservatrice. Grâce aux prêts à l'étranger, aux colonies, à l'alliance avec la Russie et l'Angleterre, la couche supérieure de la population a été impliquée dans tous les intérêts et les conflits du capitalisme mondial. En même temps, la petite bourgeoisie française demeurait provinciale jusqu'à la moelle. Le petit bourgeois éprouve une peur instinctive devant les affaires mondiales et, toute sa vie, il a eu horreur de la guerre, essentiellement parce qu'il n'a en général qu'un fils, à qui il laissera son affaire et ses meubles. Ce petit bourgeois envoie un radical bourgeois le représenter à l'Assemblée, parce que ce monsieur promet qu'il préservera la paix grâce, d'une part, à la Ligue des Nations et, de l'autre, aux cosaques russes qui trancheront la tête du Kaiser à sa place. Lorsque le député radical, issu de son petit milieu d'avocats de province, arrive à Paris, il est animé par une solide foi en la paix. Cependant, il n'a qu'une très vague idée de la localisation du Golfe persique, et ne sait pas si le chemin de fer de Bagdad est nécessaire ni à qui il pourrait être utile. C'est dans ce milieu de députés « pacifistes » que l'on pioche pour former les gouvernements radicaux. Et ceux-ci se trouvent immédiatement empêtrés dans les ramifications de toutes les précédentes obligations diplomatiques et militaires souscrites en Russie, en Afrique, en Asie, au nom des divers groupes d'intérêts financiers de la Bourse française. Le gouvernement et l'Assemblée n'ont jamais abandonné leur phraséologie pacifiste, mais en même temps, ils ont poursuivi une politique extérieure qui a finalement mené la France à la guerre.

Les pacifismes anglais et américain — bien que les conditions sociales et l'idéologie de ces pays diffèrent considérablement de celles de la France (et malgré l'absence de toute idéologie en Amérique) — remplissent essentiellement la même tâche : ils fournissent un exutoire à la peur des citoyens petits bourgeois face aux secousses mondiales, qui, après tout, ne peuvent que les priver des derniers vestiges de leur indépendance ; ils bercent et endorment la vigilance de la petite-bourgeoisie grâce à des notions comme le désarmement, le droit international ou les tribunaux d'arbitrage. Puis, à un moment donné, les pacifistes incitent la petite bourgeoisie à se donner corps et âme à l'impérialisme capitaliste qui a déjà mobilisé tous les moyens nécessaires à cet effet : connaissances techniques, art, religion, pacifisme bourgeois et « socialisme » patriotique.

« Nous étions contre la guerre, nos députés, nos ministres étaient tous opposés à la guerre », se lamente le petit bourgeois français : « Il s'ensuit donc que nous avons donc été forcés de faire la guerre et que, pour réaliser notre idéal pacifiste, nous devons mener cette guerre jusqu'à la victoire ». « Jusqu'au bout ! » s'écrie le représentant du pacifisme français, le baron d'Estournel de Constant pour consacrer solennellement la philosophie pacifiste.

Pour mener la guerre jusqu'à la victoire, la Bourse de Londres avait absolument besoin de la caution de pacifistes ayant la trempe du libéral Asquith ou du démagogue radical Lloyd George. « Si ces hommes conduisent la guerre, se sont dit les Anglais, alors nous devons avoir le droit pour nous. »

Tout comme les gaz de combat, ou les emprunts de guerre qui ne cessent d'augmenter, le pacifisme a donc son rôle à jouer dans le déroulement du conflit mondial.

Aux États-Unis, le pacifisme de la petite bourgeoisie a montré son vrai rôle, celui de serviteur de l'impérialisme, de façon encore moins dissimulée. Là-bas, comme partout ailleurs, ce sont les banques et les trusts qui font la politique. Même avant 1914, grâce au développement extraordinaire de l'industrie et des exportations, les États-Unis avaient déjà commencé à s'engager de plus en plus sur l'arène mondiale pour défendre leurs intérêts et ceux de l'impérialisme. Mais la guerre européenne a accéléré cette évolution impérialiste jusqu'à ce qu'elle atteigne un rythme fébrile. Au moment où de nombreuses personnes vertueuses (y compris Kautsky) espéraient que les horreurs de la boucherie européenne inspireraient à la bourgeoisie américaine une sainte horreur du militarisme, l'influence réelle du conflit en Europe se faisait sentir non sur le plan psychologique mais sur le plan matériel et aboutissait au résultat exactement inverse. Les exportations des États-Unis, qui s'élevaient en 1913 à 2 466 millions de dollars, ont progressé en 1916 jusqu'au montant incroyable de 5 481 millions. Naturellement l'industrie des munitions s'est taillée la part du lion. Puis a surgi tout à coup la menace de l'interruption du commerce avec les pays de l'Entente, lorsqu'a commencé la guerre sous-marine à outrance. En 1915, l'Entente avait importé 35 milliards de biens américains, alors que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'avaient importé que 15 millions. Des profits gigantesques étaient donc en jeu, mais aussi une grave crise de l'ensemble de l'industrie américaine qui repose sur l'industrie de guerre. C'est ces chiffres que nous devons avoir en tête si nous voulons comprendre la répartition des « sympathies » pour chaque camp en Amérique. Et les capitalistes en ont donc appelé à l'État : « Vous avez constitué l'industrie militaire sous le drapeau du pacifisme, c'est donc à vous de nous trouver de nouveaux marchés. » Si l'État n'était pas en mesure de promettre la « libre circulation sur les mers » (autrement dit, la liberté d'extraire du capital à partir du sang humain), il devait dégager de nouveaux marchés pour les industries de guerre menacées — en Amérique même. Et les besoins de la boucherie européenne ont donc abouti à une militarisation soudaine et catastrophique des États-Unis.

Il était prévisible que ces mesures allaient susciter l'opposition d'une grande partie de la population. Calmer ce mécontentement aux contours indéfinis et le transformer en coopération patriotique constituait un défi capital en matière de politique intérieure. Et par une étrange ironie de l'Histoire, le pacifisme officiel de Wilson, tout autant que le pacifisme « d'opposition » de Bryan, a fourni les armes les plus aptes à réaliser ce dessein : contrôler les masses par le militarisme.

Bryan a exprimé haut et fort l'aversion naturelle des paysans et de tous les petits bourgeois envers l'impérialisme, le militarisme et l'augmentation des impôts. Mais tandis qu'il multipliait pétitions et délégations en direction de ses collègues pacifistes qui occupaient les plus hautes charges gouvernementales, Bryan faisait tout pour rompre avec la tendance révolutionnaire de ce mouvement.

¹ En français dans le texte.

« Si on en vient à la guerre, télégraphia par exemple Bryan à un meeting anti-guerre qui avait lieu à Chicago en février, alors, bien sûr, nous soutiendrons le gouvernement, mais jusqu'à ce moment, notre devoir le plus sacré est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter les horreurs de la guerre. » Ces quelques mots contiennent tout le programme du pacifisme petit bourgeois. « Tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter la guerre » signifie offrir un exutoire à l'opposition des masses sous forme de manifestes inoffensifs. On assure ainsi au gouvernement que, si la guerre a lieu, l'opposition pacifiste ne créera aucun obstacle à son action.

En vérité, c'est tout ce dont avait besoin le pacifisme officiel : un Wilson qui avait déjà donné aux capitalistes qui font la guerre nombre de preuves de sa « disposition à combattre ». Et Mr. Bryan lui-même trouva qu'il suffisait d'avoir fait ces déclarations, après quoi il fut satisfait de mettre de côté son opposition tonitruante à la guerre dans un seul but : déclarer la guerre. Comme Wilson, Bryan se précipita au secours du gouvernement. Et les grandes masses, pas seulement la petite bourgeoisie, se dirent : « Si notre gouvernement, dirigé par un pacifiste de réputation mondiale comme Wilson peut déclarer la guerre, et que Bryan lui-même peut le soutenir sur la question de la guerre, alors il s'agit sûrement d'une guerre juste et nécessaire ». Ceci explique pourquoi le pacifisme vertueux, à la mode quaker, soutenu par les démagogues qui dirigent le gouvernement, était tenu en si haute estime par la Bourse et les dirigeants de l'industrie de guerre.

Notre propre pacifisme menchevik, socialiste-révolutionnaire, malgré les différences des conditions locales, a joué exactement le même rôle, à sa façon. La résolution sur la guerre, adoptée par la majorité du Congrès panrusse des Conseils d'ouvriers et de soldats, se fonde non seulement sur les mêmes préjugés pacifistes en ce qui concerne la guerre, mais aussi sur les caractéristiques de la guerre impérialiste. Le congrès a affirmé que « la première et plus importante des tâches de la démocratie révolutionnaire » était d'en finir rapidement avec la guerre. Mais ces déclarations n'avaient qu'un but : tant que les efforts internationaux de la démocratie bourgeoise n'arrivent pas à en finir avec la guerre, la démocratie révolutionnaire russe exige avec force que l'armée russe soit préparée au combat, à la défensive comme à l'offensive.

La révision des anciens traités internationaux oblige le Congrès panrusse à se soumettre au bon vouloir des diplomates de l'Entente, et ce n'est pas dans leur nature de liquider le caractère impérialiste de la guerre – même s'ils le pouvaient. Les « efforts internationaux des démocraties » abandonnent le Congrès panrusse et ses dirigeants entre les mains des patriotes social-démocrates, qui sont pieds et poings liés à leurs gouvernements impérialistes. Et cette même majorité du Congrès panrusse, après s'être engagée dans une voie sans issue (« la fin la plus rapide possible de la guerre »), a maintenant abouti, en ce qui concerne la politique pratique, à une conclusion précise : l'offensive. Un « pacifisme » qui se soumet à la petite bourgeoisie et nous amène à soutenir l'offensive sera bien sûr accueilli très chaleureusement par le gouvernement russe mais aussi par les puissances impérialistes de l'Entente.

Milioukov déclare par exemple : « Notre loyauté envers nos alliés et envers les anciens traités (impérialistes) signés nous oblige à entamer l'offensive. »

Kerensky et Tsérételli affirment : « Bien que les anciens traités n'aient pas encore été révisés, l'offensive est inévitable. »

Les arguments varient mais la politique est la même. Et il ne peut en être autrement, puisque Kerensky et Tsérételli sont étroitement liés au parti de Milioukov qui se trouve au gouvernement.

Le pacifisme social-démocrate et patriotique de Dan, tout comme le pacifisme à mode quaker de Bryan, sert, dans les faits, l'intérêt des puissances impérialistes.

C'est pourquoi la tâche la plus importante de la diplomatie russe ne consiste pas à persuader la diplomatie de l'Entente de réviser tel ou tel traité, ou d'abroger telle disposition, mais de la convaincre que la révolution russe est absolument fiable, qu'on peut lui faire confiance en toute sécurité.

L'ambassadeur russe, Bachmatiev, dans son discours devant le Congrès américain du 10 juin, a aussi caractérisé l'activité du gouvernement provisoire de ce point de vue :

« Tous ces événements, a-t-il dit, montrent que le pouvoir et la représentativité du gouvernement provisoire augmentent chaque jour. Plus ils augmenteront, plus le gouvernement sera en mesure d'éliminer les éléments désintégrateurs, qu'ils viennent de la réaction ou de l'extrême gauche. Le gouvernement provisoire vient juste de décider de prendre toutes les mesures nécessaires pour y arriver, même s'il doit utiliser la force, et bien qu'il ne cesse de rechercher une solution pacifique à ces problèmes. »

On ne peut douter un instant que l'« honneur national » de nos patriotes sociaux-démocrates reste intact lorsque l'ambassadeur de la « démocratie révolutionnaire » s'empresse de démontrer à la ploutocratie américaine que le gouvernement russe est prêt à faire couler le sang du prolétariat russe au nom de la loi et l'ordre. L'élément le plus important du maintien de l'ordre étant le soutien loyal aux capitalistes de l'Entente.

Et tandis que Herr Bachmatiev, chapeau à la main, s'adressait humblement aux hyènes de la Bourse américaine, Messieurs² Tsérételli et Kerensky endormaient la « démocratie révolutionnaire », en lui assurant qu'il était impossible de combattre l'« anarchie de la gauche » sans utiliser la force et menaçaient de désarmer les ouvriers de Pétrograd et les régiments qui les soutenaient. Nous pouvons voir maintenant que ces menaces étaient proférées au bon moment : elles étaient la meilleure garantie pour les prêts américains à la Russie.

« Vous pouvez maintenant voir, aurait pu dire Herr Bachmatiev à Mr. Wilson, que notre pacifisme révolutionnaire ne diffère pas d'un cheveu du pacifisme de votre Bourse. Et s'ils peuvent croire en Mr. Bryan, pourquoi ne pourraient-ils croire Herr Tsérételli ? »

² En français dans le texte. (N.d.T.)